

● (1412)

[Traduction]

LES AFFAIRES URBAINES**PROPOSITION À UNE CERTAINE VILLE DE RÉDUIRE DE MOITIÉ
LES TAXES MUNICIPALES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU
RÈGLEMENT**

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Je désire proposer une motion aux termes de l'article 43 du Règlement à la suite de la résolution adoptée par le conseil municipal d'une ville ontarienne selon laquelle la Chambre des communes ne devrait pas discuter du sujet dont elle a été saisie hier. Je proposerais donc la motion suivante dans un esprit de franche camaraderie politique:

Que les administrateurs de ladite ville fassent tout leur possible pour réduire de moitié les taxes municipales et nous, à la Chambre des communes, applaudissons à leurs efforts.

M. l'Orateur: Il faut le consentement unanime pour présenter une telle motion. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Non.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA**PROPOSITION D'ÉTUDE EN COMITÉ DES PRÉSUMÉES ACTIVITÉS
ILLÉGALES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT**

M. Leonard C. Jones (Moncton): Monsieur l'Orateur, je sollicite le consentement de la Chambre pour présenter, aux termes de l'article 43 du Règlement, une motion urgente. Je propose donc, appuyé par le député de Bellechasse (M. Lambert):

Que l'on constitue tout de suite un comité formé de représentants de tous les partis à la Chambre qui se réunisse à huis clos avec les ministres et les fonctionnaires concernés afin que l'on sache le fin mot de ces allégations d'illégalités de la part de la GRC, des services de sécurité et du ministère de la Défense nationale. Le public craint en effet tout d'abord, que l'image, le décorum, les travaux et les traditions de la Chambre n'en souffrent; deuxièmement, que la confiance publique dans la GRC, la Défense et les services de sécurité nationale ne continuent à décliner; et troisièmement, que les activités des éléments subversifs et du crime organisé ne continuent à se développer et à menacer la vie et la sécurité des innocents et de notre pays.

M. l'Orateur: On ne peut présenter une telle motion qu'avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Non.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je me demande si je pourrais prendre une minute avant de passer à la période des questions afin de rappeler aux députés que je leur ai demandé dernièrement de m'aider à essayer de répartir équitablement le temps consacré à cette période entre les députés des différents partis et régions et entre les différents sujets. On ne peut y parvenir que si les députés sont disposés à s'astreindre à une certaine brièveté tant dans les questions que dans les réponses.

Je me suis montré assez indulgent pour la longueur des questions donc, je peux difficilement agir autrement pour les réponses. C'est pourquoi j'ai peut-être été un peu trop complaisant pour la longueur des questions et des réponses. Je crois

Questions orales

que ce sont les députés de l'arrière-ban de tous les partis représentés à la Chambre qui en ont fait les frais puisqu'ils n'ont guère eu l'occasion d'intervenir au cours de la période des questions.

J'ai la nette impression de ne pas parler uniquement en mon nom mais d'être le porte-parole de tous les députés; je sais en effet que ce problème intéresse tous les députés. Nous pourrions donc peut-être nous astreindre dès aujourd'hui à poser des questions et à donner des réponses aussi brèves que possible.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**L'OPPORTUNITÉ DE DISCUTER AVEC LE PREMIER MINISTRE
D'ITALIE DU RÔLE D'ITALIMPIANTI DANS LA VENTE D'UN
RÉACTEUR NUCLÉAIRE À L'ARGENTINE**

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'en profiterais, si vous le permettez, pour lui dire qu'étant donné que c'est aujourd'hui que le premier ministre italien est arrivé au Canada, j'espère qu'à un moment mieux choisi les députés des deux côtés de la Chambre pourront se joindre au secrétaire d'État et au gouvernement pour lui souhaiter la bienvenue lors de sa visite officielle de quatre jours.

Des voix: Bravo!

M. Lawrence: Puisque j'y suis, puis-je faire remarquer au ministre que l'Italie a une très forte participation financière dans la société Italimpianti, l'associé de l'EACL dans la vente du réacteur nucléaire à l'Argentine et que, d'après ce que m'ont dit les gens d'Italimpianti, le gouvernement italien exerce donc son autorité sur les dirigeants de cette société, donc sur M. Lucien Secouri, directeur général d'Italimpianti, qui sait où sont passés les pots de vin versés par le Canada mais refuse de le dire au comité de la Chambre des communes ou à la GRC.

M. l'Orateur: A l'ordre. Ce n'est vraiment pas un bon départ. Le député voudrait-il poser sa question.

M. Lawrence: Monsieur l'Orateur, je venais juste de dire à mes collègues que vous adopteriez cette nouvelle politique le jour même où je poserais la première question.

● (1417)

Ce que je veux demander au ministre est très important. Le gouvernement a-t-il inscrit ce sujet à l'ordre du jour des entretiens qu'il aura avec le premier ministre italien afin d'obtenir l'aide et l'appui du gouvernement italien qui, s'il acceptait de le faire, nous donnerait certains renseignements que nous n'avons pu obtenir jusqu'ici?